



**Syndicat Unitaire des Personnels
des Administrations Parisiennes**

50 avenue Daumesnil 75012 Paris / tel 01 44 68 13 75 / mail: syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

Salaires, effectifs, retraite Grève nationale intersyndicale Mardi 13 mai

A l'appel de CGT, FSU, Solidaires, UNSA et CGC :

<https://www.supap-fsu.org/2025/04/communiqué-intersyndical-pour-la-fonction-publique-pour-les-agents-et-les-agent-es-mobilisation-mardi-13-mai.html>

Il y a 2 ans, Macron imposait sa réforme minoritaire des retraites (d'ici 2030, passage de 62 à 64 ans et de 42 à 43 ans de durée de cotisation). Une loi injuste (en particulier pour les femmes) et injustifiée (un déficit de 14 milliards d'ici 10 ans alors que depuis 2017, le patrimoine des 500 plus grandes fortunes françaises est passé de 600 à 1 200 milliards).

Pour alimenter les caisses de retraites (avec plus de cotisations), il faut créer des emplois dans les services publics, augmenter les salaires, permettre l'égalité salariale femmes / hommes. L'inverse de ce que fait Macron depuis 8 ans.

Après les cadeaux aux plus riches (qui creusent les déficits !) c'est le contexte international qui sert de prétexte à Macron pour passer à une « économie de guerre » et redoubler les attaques antisociales (et engraisser les industries militaires).

Le budget militaire passerait de 50 à 100 milliards !

De l'autre :

- Gel de 12 milliards de crédits qui s'ajoutent aux 30 milliards d'économie en 2025
- Une nouvelle **coupe de 40 milliards** envisagée pour 2026
- **Gel du point d'indice, déremboursement des arrêts maladie** (de 100% à 90%) s'ajoutant au jour de carence, suppression de la prime pouvoir d'achat, taxe d'1 milliard sur les mutuelles
- Baisse de plus de 2 milliards du budget pour les collectivités locales et hausse des cotisations pour la retraite à hauteur de 800 millions, autant d'argent en moins prétexte à des suppressions de postes, à des privatisations de missions
- Le refus d'abroger la réforme des retraites et la volonté de remplacer les cotisations (des patrons) par une « TVA sociale » l'impôt le plus injuste pour (détruire) la protection sociale

Il faut d'urgence répartir autrement les richesses produites par les salarié.es, répondre aux besoins de la population : **augmenter le point d'indice, le SMIC, les retraites, mettre fin aux jours de carence (public et privé), mettre fin aux 90%, des créations massives de postes dans les services publics, la retraite à 60 ans !**

A la Ville de Paris : il faut une PSC qui couvre le jour de carence et la baisse à 90% de couverture des arrêts maladie, des créations de postes, une augmentation des primes, de nouvelles sujétions !

**Grève nationale intersyndicale Fonction Publique
CGT-FSU-Solidaires- CGC-UNSA
Mardi 13 mai Métro Bercy à 14h**